

RAPPORT ANNUEL 2016



IAMANEH Schweiz | Suisse

Gesundheit für Frauen und Kinder
Santé pour femmes et enfants

[Organisation → p. 3](#)

Une stratégie claire pour l'avenir

Comité et équipe

[Afrique de l'Ouest → p. 5](#)

Informations pays

Projets:

Mali

Sénégal

Burkina Faso

Togo

[Balkans occidentaux → p. 10](#)

Informations pays

Projets:

Bosnie-Herzégovine

Albanie

[Dons → p. 12](#)

Merci

Impressum

[Finances → p. 14](#)

Bilan

Comptes d'exploitation

A propos des comptes annuel

*«Notre force d'action
dépend aussi de personnes
comme vous.»*

Éditorial

Plus forts ensemble

**Chers membres,
Chères donatrices, chers donateurs,
Mesdames, Messieurs,**

Se replonger dans l'année écoulée et marquer un bref temps d'arrêt est bénéfique: Cela nous permet de mesurer les objectifs atteints et les éléments qui nous ont demandé des efforts particuliers. Ce rapport annuel offre une vision approfondie de nos activités en 2016, qui n'auraient pas été possibles sans votre soutien.

Nos activités se focalisent sur les Balkans occidentaux et l'Afrique de l'Ouest. Œuvrant en étroite collaboration avec des organisations partenaires locales, nous soutenons par exemple le centre de consultation de YA-G-TU à Bandiagara, au Mali. Hana Berthe y travaille et conseille, dans le domaine juridique, social et médical, des femmes et des filles exposées aux violences domestiques. Hana effectue de plus dans les villages un travail de médiation auprès des familles concernées. Il n'est pas rare de voir arriver au centre des jeunes filles promises à un mariage précoce et qui souhaitent échapper à cette situation. Le support fourni par YA-G-TU est unique dans la région, qui est exposée aux violences de divers groupes terroristes islamistes. Notre coopération à long terme est d'autant plus importante dans ce contexte.

Dans les Balkans occidentaux, notre engagement porte sur la diminution des violences faites aux femmes et aux filles. Nous effectuons, en collaboration avec nos organisations partenaires sur place, un travail de prévention à long terme, dans le domaine des violences domestiques en particulier. Nous conduisons pour cela des programmes s'adressant aux hommes auteurs de violences dans le but de couper le mal par la racine.

Outre cet engagement, nous sommes aussi actives en Suisse. Avec le festival du film «frauenstark!» (force féminine), nous avons envoyé en automne un signal fort contre toute forme de violence faite aux femmes. Le film Sonita a entre autres été projeté, qui aborde la vie d'une fille afghane se dressant contre son mariage forcé et qui a composé à cette occasion un rap se transformant en succès mondial. Nous avons abordé de cette manière environ 180 écoliers et avons discuté avec eux de ce thème.

Notre force d'action dépend de personnes comme vous, qui défendent la tolérance, le respect et des droits égaux, et qui s'engagent ensemble contre toute forme de violence. L'ensemble du comité directeur vous remercie de tout cœur pour votre soutien et se réjouit de pouvoir compter sur votre fidélité à l'avenir également.



Dr Dagmar Domenig
Présidente



ORGANISATION

Une stratégie claire pour l'avenir

Nous avons approuvé en 2016 notre nouvelle stratégie pour la période 2017 – 2020, qui se focalise de manière claire sur l'amélioration de la santé et une vie sans violence.

Les groupes de population vulnérables et défavorisés se trouvent au centre de notre attention, et en priorité les femmes et les filles. Notre stratégie porte avant tout sur la réduction des violences faites aux femmes et aux filles, ainsi que sur la promotion et l'amélioration du planning familial, sur des accouchements et une maternité plus sûrs et sur la santé des femmes.

Nouveaux visages et engagements

La participation à l'assemblée générale en juin 2016 a été bonne. Karin Mader et Osman Besic ont été accueillis comme nouveaux membres du comité directeur. Dans le domaine statuaire, les membres ont entre autres approuvé une révision des statuts. Maja Hürlimann, responsable de programme pour le Burkina Faso et le Sénégal, et le médecin Kojo Koranteng ont ensuite présenté une nouvelle idée de projet sur l'hygiène féminine et menstruelle. L'équipe IAMANEH s'est vue renforcée l'année passée avec la présence de deux stagiaires engagées et compétentes, Margot Gagliani et Jasmin Schraner.

Partenariat consolidé avec la DDC

Notre programme global «Genre et santé 2017 – 2020» a été soumis avec succès à la Direction du développement et de la coopération (DDC), qui nous soutient dans cette nouvelle phase. Cela permet de poursuivre notre partenariat, qui, outre la partie financière, bénéficie de cette manière d'une coordination efficace et d'échanges thématiques productifs.

Un site Web au goût du jour

Nous avons rénové notre site Web www.iamaneh.ch en 2016: il se présente en deux couleurs, avec un layout constitué de grandes photos expressives. Outre des informations sur notre organisation et nos projets, une nouvelle rubrique «Thèmes» vient enrichir le menu. Notre page Web est actualisée en continu et devrait aussi proposer à l'avenir des offres éducatives pour les écoles.

Festival du film féminin percutant, Slam mémorable

Nous avons projeté à l'occasion de notre festival du film de deux jours des films abordant des femmes à l'esprit fort, et avons envoyé un signal clair dans le cadre de la campagne de 16 jours contre la violence faite aux femmes. Des projections s'engageant en faveur des droits des femmes ont eu lieu. Deux projections étaient réservées exclusivement aux écoles. Le festival a rencontré un grand succès et sera reconduit en 2017. Le Poetry Slam organisé le 8 mars à l'occasion de la journée de la femme, avec Laurin Buser, Patti Basler et Fatima Moumouni, a aussi eu lieu à guichets fermés. Un abordage brillant des stéréotypes, du genre et de la perception des rôles a permis au public d'associer rires et réflexions.



Comité et équipe

État mars 2017

Comité

Dagmar Domenig juriste, infirmière, anthropologue sociale, Olten, *présidente, depuis 2015*

Claudia Kessler médecin, Oberwil, *vice-présidente, depuis 2014*

Philippe Waegeli contrôleur de gestion, Bâle, *trésorier, depuis 2012*

Sally Bodoky-Koechlin historienne d'art, Riehen, *membre, depuis 2005*

Noemi Steuer ethnologue, Bâle, *membre, depuis 2006*

Beatrix Sonderegger spécialiste en communication, Bâle, *membre, depuis 2009*

Karin Mader conseillère en responsabilité sociale des entreprises, Fribourg, *membre, depuis 2016*

Osman Besic Master en santé public, travailleur social, politologue, Jegenstorf, *membre, depuis 2016*

Équipe

Maya Natarajan directrice (60%)

Maja Loncarevic chargée de programme Balkans occidentaux (60%)

Alexandra Nicola chargée de programme Mali et Togo (60%)

Maja Hürlimann chargée de programme Sénégal et Burkina Faso (60%)

Beate Kiefer assistante Afrique de l'Ouest (30%)

Manuela Di Marco responsable de la communication (60%)

Catharina Kim responsable de la communication (50%)

Anja Baier responsable thèmes et information (60%)

Lorin Moes responsable de l'administration (50%)



Comité de soutien

Hans Bossart gynécologue, Epalinges

Fanny Matthey sage-femme, Savigny

Christoph Noelpp juriste, consul honoraire du Mali, Bâle

Marcel Tanner épidémiologiste, Bâle

Edith Thomsen sage-femme, Pully

Hugo Wick pédiatre, Bâle

Membre d'honneur

Hartmann P. Koechlin Bâle

Informations pays

Le chemin est encore long pour atteindre l'égalité des droits pour les femmes en Afrique de l'Ouest. Même s'il existe officiellement dans certains pays des lois passablement progressistes sur l'égalité, il manque souvent des directives juridiques et sociales fondamentales pour leur mise en pratique. Tandis que l'on constate au Sénégal, au Togo et au Burkina Faso des progrès ponctuels – par exemple, introduction au Burkina Faso de services gratuits comme les contrôles de grossesse, l'aide à l'accouchement ou le traitement de fistule obstétricale –, la situation est toute autre au Mali: depuis la tentative de putsch en 2012 et la crise permanente qui règne dès cette époque, les projets visant le renforcement des droits des femmes semblent fuir l'agenda politique de manière toujours plus marquée. Au sein du débat sur l'introduction de lois progressistes, le gouvernement laisse le champ libre à l'islam fondamentaliste. Cela explique, entre autres, pourquoi le Mali est le seul pays – parmi les quatre où nous intervenons – où aucune loi contre l'excision des filles n'est encore entrée en vigueur.

Focalisation thématique claire dans les projets

Une orientation claire et une focalisation sur les programmes et les thèmes définis ont été constatées en 2016, avec une attention particulière portée sur la violence liée au genre, ainsi que sur la santé et les droits sexuels et reproductifs. Des adaptations stratégiques et de contenu ont été effectuées dans ce contexte et certains projets ou éléments de projets ne seront pas reconduits sous leur forme actuelle. Le travail réalisé pour l'amélioration de la situation sanitaire en zone périurbaine de Bamako (Kalabancoro) a par exemple pris fin en décembre 2016. De nouveaux projets sont prévus, comme la construction d'un centre d'hébergement pour les femmes et les

filles victimes de violences dans la région de Mopti. La mise en place d'un nouveau projet transnational abordant l'hygiène des femmes continue de se concrétiser. Un sondage a entre autres été effectué auprès de femmes dans les zones de projets envisagées, pour s'informer sur l'abordage de l'hygiène menstruelle et de la perception sociale sur ce thème. Les résultats ainsi obtenus ont été intégrés dans la planification stratégique et sur la teneur de ce projet lancé en 2017.

Rencontre partenaires dédiée aux hommes

Le nouveau centre de coordination de Ouagadougou (Burkina Faso), avec sa représentante locale Bibiane Yoda, a apporté son soutien tant au siège administratif qu'à nos organisations partenaires. Son travail débouche sur une meilleure mise en réseau avec les acteurs locaux importants et sur un accompagnement plus efficace des différents projets. Lors de notre rencontre de partenaires à Ouagadougou, une attention particulière a été portée sur l'engagement auprès des hommes et des garçons. Une mise en œuvre concrète de ce thème a été abordée de façon plus approfondie: comment les projets de IAMANEH peuvent-ils provoquer et renforcer les changements de mentalité dans le domaine du genre et de l'égalité entre les sexes?

AFRIQUE DE L'OUEST



Projets Mali

Un centre d'accueil pour les femmes victimes de violences: Notre partenaire de projet YA-G-TU a encore renforcé ses activités dans la prévention de la violence liée au genre et dans le soutien apporté aux femmes victimes de violences dans la région de Mopti. 105 personnes se sont adressées au centre d'accueil de Bandiagara – soit près de 50% de plus que l'année précédente. Le centre propose des conseils juridiques et une aide psychosociale, et promeut aussi l'accès à des soins médicaux. Les femmes peuvent aborder au sein de groupes d'entraide leurs expériences souvent traumatiques de la violence – plus de 30 femmes ont participé régulièrement à ces activités. Dans le domaine de la prévention, YA-G-TU s'engage plus intensément dans le travail auprès des auteurs de violences. Ceux-ci doivent prendre conscience de leur attitude destructive et pouvoir identifier des solutions non violentes à leurs conflits.
Coûts du projet: CHF 81'284.–

Un centre de santé pour Kendé: Le centre de santé de YA-G-TU est entré en service en 2016. 8'500 personnes bénéficient de cette manière d'un meilleur accès aux soins de santé de base, ainsi qu'à des services liés à la grossesse et à l'accouchement. La bonne fréquentation du centre souligne sa nécessité: plus de 650 consultations ont été enregistrées depuis son ouverture. Il existe une demande importante en termes de planning familial. De nombreuses femmes ne savent pas comment se protéger d'une grossesse et ne bénéficient que d'options limitées. Le projet vise aussi une meilleure acceptation du planning familial, chez les hommes en particulier.
Coûts du projet: CHF 50'020.–

«Il s'agit d'encourager une transformation des mentalités sur des pratiques traditionnelles, comme le mariage précoce ou l'excision.»

La fistule, une complication de l'accouchement: Des études estiment que trois à quatre parturientes sur 1'000 souffrent de fistule obstétricale, ce qui représente environ 2'000 nouveaux cas par année au Mali. Dans ce contexte, le projet de notre partenaire IAMANEH Mali porte une attention particulière sur la prévention. Il s'agit ici entre autres d'encourager une transformation des mentalités sur des pratiques traditionnelles et profondément ancrées au sein de la population, comme le mariage précoce ou l'excision, et sur la compréhension et l'acceptation du planning familial. 94 femmes ont été opérées d'une fistule en 2016. Celles-ci ont aussi bénéficié d'un suivi après l'opération et ont reçu une assistance lors de leur réintégration au sein de leur famille et de leur communauté villageoise.
Coûts du projet: CHF 201'534.–

Lutte contre l'excision: Le taux d'excision chez les femmes maliennes est estimé à 85%. Cette pratique traditionnelle est profondément ancrée dans la société, en particulier auprès des générations plus âgées. En raison de leur position inférieure dans la hiérarchie sociale, les mères n'ont pratiquement pas de pouvoir de décision en ce qui concerne l'excision de leurs filles. La scolarisation constitue une clé importante pour l'amélioration de la situation. Notre organisation partenaire GAAS œuvre à cet effet dans 28 villages de la commune de Pelengana et soutient la formation scolaire des filles. 130 filles âgées de 10 à 16 ans ont pu fréquenter l'école en 2016, ce qui leur facilitera à l'avenir des prises de décision indépendantes en faveur de la santé de leurs enfants.
Coûts du projet: CHF 131'305.–

Plus de droits pour les employées de maison: De nombreuses filles venant des villages se rendent à Bamako, la capitale du Mali, pour gagner un peu d'argent et constituer une dot, et se retrouvent souvent victimes de mauvais traitements. Le projet conduit avec notre partenaire APSEF se focalise sur la santé sexuelle de ces filles, et sur l'amélioration de leur situation de travail et des conditions-cadres légales. Un travail de lobbying est réalisé pour la détermination d'un salaire minimum et d'un temps de travail défini. Les filles doivent en outre être formées afin de pouvoir défendre leurs droits de manière autonome. 345 employées de maison âgées de 12 à 18 ans ont été instruites en 2016. De premières améliorations notables ont pu être constatées: cinq aides ménagères ont obtenu le versement de leur salaire impayé et dix filles ont pu négocier un meilleur salaire avec leur employeur.
Coûts du projet: CHF 39'440.–

Un environnement propre pour des enfants sains:

Un accès insuffisant à l'eau potable et des lacunes dans l'élimination des déchets et des eaux usées sont source de maladies. Un tel environnement favorise l'apparition de diarrhées, de cas de malaria et d'infections, ce qui débouche à long terme sur des cas de malnutrition. Les enfants sont les plus touchés par ces conditions. Notre partenaire GAD s'engage pour l'amélioration de la santé au sein de la population de Kalabancoro. La construction de puits, l'amélioration du système d'élimination des eaux usées, des présentations culinaires et la transmission d'informations sur l'hygiène et les procédures en cas d'infection ont contribué à améliorer sensiblement la situation nutritionnelle des enfants. Près de 140 enfants malnutris ont été dirigés vers des centres de santé ces trois dernières années. En raison de la focalisation thématique du programme pour l'Afrique de l'Ouest, le soutien au projet sera interrompu après 9 ans de coopération.

Coûts du projet: CHF 90'941.–

Santé des femmes enceintes et des enfants en bas âge:

L'alimentation des femmes durant la grossesse est déterminante pour le développement et la bonne santé des nourrissons. Cela crée en outre de meilleures bases pour une vie adulte en bonne santé. Le projet de notre partenaire GAD à Kangaba se focalise sur cette phase importante du développement des enfants. Des informations sont transmises sur la relation entre les consultations prénatales et le planning familial, ainsi que sur la santé des femmes et des enfants. Les femmes sont instruites à l'aide de conseils en nutrition et par la création de jardins potagers et sont formées afin de mettre en pratique des mesures promouvant une bonne santé. Elles sont en outre encouragées à créer des groupes d'épargne leur permettant de gagner leur propre argent.

Coûts du projet: CHF 175'073.–

Fonds d'aides ponctuelles: Un fonds spécial permet de soutenir chaque année un nombre de projets ponctuels sélectionnés. Une contribution a été fournie en 2016 pour la formation des membres d'un réseau visant le renforcement d'un travail de lobbying en faveur des droits des employées de maison. Sur initiative de femmes leaders issues de cinq villages, 30 personnes, dont des exciseuses traditionnelles, ont en outre réalisé une formation sur le thème de l'excision. L'objectif était de renforcer les connaissances des femmes en matière d'excision, afin qu'elles s'engagent pour l'abolition de cette pratique. 30 autres villageoises bénévoles ont conduit une formation abordant les stratégies permettant de convaincre les hommes sur les avantages du planning familial, et de renforcer leur prise de responsabilité en termes de santé sexuelle et reproductive.

Coûts du projet: CHF 12'505.–





Sénégal

Éducation sexuelle pour les jeunes: La sexualité est aujourd'hui encore un thème tabou au Sénégal. Les jeunes manquent ainsi d'informations et de possibilités leur permettant de se protéger contre les grossesses non désirées et les maladies sexuellement transmissibles. Notre organisation partenaire Intermondes a organisé pour environ 1'200 filles et garçons des rondes de discussion dans un faubourg de Dakar, avec la présence d'experts, mais aussi de pairs formés sur les différents thèmes abordés, comme la sexualité et les droits. Environ 600 parents ont participé activement aux groupes de discussion et se sont engagés au sein du voisinage. Le ministère de la Santé a accordé un soutien total au projet et a inclus le savoir-faire de l'organisation dans le développement d'une stratégie nationale sur ces questions.

*Coûts du projet: CHF 51'750.–**

Un centre de santé à Yeumbeul: Le centre de santé de notre organisation partenaire AcDev, situé dans un faubourg de Dakar, est devenu indépendant au milieu de l'année 2016. Il fournira à l'avenir aux 12'000 habitants de Yeumbeul des soins de base médicaux et dentaires, mettra à disposition une section de maternité et gèrera une propre pharmacie. Le centre ne fonctionne pas encore de façon totalement autonome sur le plan financier, et sera soutenu par d'autres projets de l'organisation partenaire.

Coûts du projet: CHF 7'759.–

Éliminer la violence faite aux femmes:

Notre organisation partenaire APROFES s'engage d'une part à l'échelle nationale au sein de différents réseaux défendant les droits des femmes, et de l'autre dans la région de Kaolack en y apportant un soutien concret aux femmes victimes de violences. 144 femmes ont bénéficié au sein de groupes de discussion d'une assistance professionnelle et d'une aide afin de surmonter leurs traumatismes. Une vingtaine de femmes ont bénéficié d'un microcrédit et d'un soutien dans la création de petits commerces, pour leur permettre de se réinsérer dans la vie quotidienne. 51 femmes ont eu accès à des traitements médicaux et 41 ont profité de conseils juridiques. Des comités ont été créés dans six communes, qui proposent dans une dizaine de villages un travail de médiation lors de conflits moins graves et qui peuvent rediriger les cas plus sérieux vers le centre.

Coûts du projet: CHF 69'000.–

Burkina Faso

Soutien aux jeunes mères célibataires et planning familial:

Lorsque des femmes célibataires tombent enceintes, elles salissent la réputation de la famille et sont souvent rejetées. Abandonnées à elles-mêmes, elles quittent l'école et doivent se prendre en charge toutes seules avec leur enfant. Le projet de notre organisation partenaire AMMIE à Ouahigouya offre à ces mères un soutien médical et alimentaire. L'aide fournie leur permet aussi de terminer l'école, de suivre une formation ou d'ouvrir un petit commerce. 41 femmes ont bénéficié d'un soutien. Afin d'éviter les grossesses non désirées, le projet se concentre aussi sur l'éducation sexuelle et les méthodes de contraception. 101 jeunes ont été formés dans ce sens et ont retransmis leur bagage à 1'514 jeunes hommes et femmes. Un centre de jeunesse offre en outre aux jeunes une éducation sexuelle et leur donne accès à des méthodes de contraception.

*Coûts du projet: CHF 126'248.–**

Éliminer la violence faite aux femmes et aux enfants:

Les grossesses non désirées entre les jeunes et les mariages précoces sont fréquents dans la province rurale d'Ouhitenga, et les violences infligées aux femmes et aux filles sont acceptées socialement. Pour arriver à transformer les mentalités, le projet de notre partenaire ADEP inclut aussi les hommes dans son travail. Dans 15 villages, les anciens ont nommé à chaque fois cinq hommes au comportement exemplaire, formés comme ambassadeurs contre la violence. Ils ont pour tâche de sensibiliser la population, et en particulier les hommes, et de servir de médiateurs dans les cas de violence. 1'072 hommes et 960 femmes ont bénéficié de ces services en 2016. Des collaborateurs des autorités sociales locales ont été formés pour proposer dans les écoles, en compagnie des ambassadeurs, un travail d'éducation sexuelle et d'information sur l'égalité entre les sexes.

Coûts du projet: CHF 116'456.–

Togo

Santé et développement pour les communautés villageoises:

Notre partenaire AFAD s'engage dans la région d'Elémé pour offrir aux 15'000 habitants de 25 villages un accès à un service de santé de qualité. Plus de 5'550 prises en charge médicales ont eu lieu. Le personnel sanitaire a accompagné 165 accouchements, ce qui représente environ 90% de toutes les naissances enregistrées dans la région couverte par le projet. Le nombre d'accouchements à domicile diminue d'année en année. 1'192 femmes ont en outre bénéficié d'un service de planning familial moderne – 245 de plus que l'année précédente. Quatre clubs de pères ont aussi été fondés. La prise de conscience et la responsabilisation des hommes en tant qu'époux et pères sont renforcées et des alternatives comportementales sont discutées au sein des groupes, afin de réduire l'inégalité des rôles existante entre les hommes et les femmes.

Coûts du projet: CHF 105'831.–

De l'eau potable pour une meilleure santé:

Seuls 43% environ de la population rurale togolaise a accès à de l'eau potable. Dans ce contexte, de l'eau propre, des mesures d'hygiène sanitaire et le traitement des eaux usées sont déterminants pour maintenir une bonne santé. L'eau potable et l'hygiène constituaient des biens de luxe inaccessibles à Elémé, ce qui représentait une barrière à l'amélioration de la santé de la population. Grâce à l'intervention de notre partenaire AFAD, cette situation s'est modifiée pour une partie des 15'000 habitants vivant dans la région du projet: des puits ont été creusés et des conduites d'eau adaptées ont été installées. 2'300 personnes bénéficient maintenant d'un accès à des sources d'eau potable à proximité. Des latrines individuelles ont en outre été aménagées dans les foyers de 1'800 personnes.

Coûts du projet: CHF 51'750.–

**co-financé par la Chaîne du Bonheur Genève*

«Dans 15 villages des hommes au comportement exemplaire ont été formés comme ambassadeurs contre la violence à l'égard des femmes.»

Informations pays

En corrélation avec un chômage élevé, une grande pauvreté et une perception très patriarcale des rôles, le phénomène de violence domestique est particulièrement répandu en Bosnie-Herzégovine et en Albanie. Les abus sociaux sont encore aggravés en Bosnie-Herzégovine par les conséquences de la guerre et les violences liées à celle-ci. Des dispositions légales importantes ont été adoptées ces dernières années dans les deux pays dans le domaine de l'égalité des genres et de la protection des familles contre la violence. Leur mise en œuvre n'avance cependant qu'au ralenti dans la pratique et les prestations aux victimes devant être financées par l'État n'existent toujours pas.

Contributions étatiques toujours absentes

Dans ce contexte, le travail de nos organisations partenaires fournit des prestations de base importantes pour la prévention de la violence faite aux femmes et pour la protection de celles-ci. Les maisons d'accueil pour femmes et les centres de consultation constituent un tremplin vital pour de nombreuses victimes. Le large travail de sensibilisation réalisé auprès d'écoles, de communes, d'institutions et à l'échelle politique a en outre contribué de façon déterminante à la détabouisation du thème. Malgré une offre professionnelle, nos organisations partenaires luttent aujourd'hui pour leur survie en raison de l'absence de contributions étatiques.

Intégration des services dans le système étatique indispensable

Nos partenaires en sont convaincus, l'intégration des services dans le système étatique et l'établissement de contrats de prestations à l'échelle légale doivent être poursuivis. Différents processus de modernisation, comme les réformes du secteur social, sont en outre

en cours dans les deux pays. Nos partenaires s'accordent ici aussi sur le fait que des actions communes sont plus efficaces et que des coalitions pour le travail de lobbying politique doivent être encouragées. Des campagnes nationales plus importantes et à plus long terme doivent constituer à l'avenir une nouvelle forme de travail de défense des intérêts (advocacy).

Justice entre les sexes grâce à une approche transformative des genres

L'approche transformative des genres au sein des projets se développe avec l'objectif de questionner les rapports entre les sexes. Nous observons dans les démarches entreprises à ce sujet une clé en direction de la justice entre les sexes, car une répartition inégale des pouvoirs ne peut être combattue que si les hommes comme les femmes sont impliqués. Diverses expériences ont pu être comparées entre elles dans le cadre de la rencontre annuelle des partenaires et des orientations de «Best Practices» ont pu être formulées, qui serviront de base au travail d'approche transformative des genres dans les Balkans occidentaux.

Projets Bosnie-Herzégovine

Centre thérapeutique pour femmes et enfants traumatisés: Notre partenaire Vive Zene à Tuzla s'est développé et existe maintenant sous forme d'un important centre thérapeutique et de soutien, destiné aux femmes, aux enfants et aux hommes traumatisés et touchés par la violence. 318 personnes ont bénéficié d'accompagnements psychothérapeutiques, sociaux, juridiques et médicaux. 42 femmes et 30 enfants ont été accueillis de forme stationnaire. Dans les zones de retour de Bosnie de l'Est et dans le district de Brcko, Vive Zene a accompagné 353 personnes dans le cadre de groupes de discussion, d'actions de réconciliation et de workshops pédagogiques dans des écoles. Le financement du centre thérapeutique par l'État n'a toujours pas pu être assuré. Les démarches politiques à propos des articles concernés au sein de la législation de la Fédération se sont poursuivies en 2016.

*Coûts du projet: CHF 150'839.–**

Protection dans une maison d'accueil pour femmes

Cette année, la maison d'accueil pour femmes de Modrica, gérée par notre organisation partenaire Buducnost, a entre autres dû s'occuper de cas d'incestes et a été confrontée à une tentative de meurtre d'un enfant par sa mère fortement traumatisée. La maison d'accueil a accueilli 35 femmes victimes de violence et 46 enfants. Le centre de soutien, avec 338 cas traités, a aussi beaucoup travaillé. 2'047 appels d'aide formulés par des femmes et des enfants victimes de violences ont été enregistrés. Buducnost poursuit ses efforts pour trouver une solution satisfaisante à la question du financement par l'État du travail au sein de la maison d'accueil.

Coûts du projet: CHF 93'756.–

Santé et droits pour les enfants marginalisés:

Notre organisation partenaire Zemlja Djece à Tuzla a développé un nouveau travail au sein de son projet: dans deux écoles, 40 jeunes garçons ont à chaque fois été inclus dans une démarche traitant des questions de masculinité et de genre, et des clubs «Sois un homme» ont été créés, au sein desquels les participants abordent ces thèmes de façon personnelle et créative. De jeunes hommes ont participé dans deux colonies roms à des activités sur le genre et la paternité responsable. Le centre d'accueil de jour et de jeunesse a continué d'offrir ses services aux enfants vulnérables et marginalisés, ainsi qu'à leurs familles. 273 enfants de la rue et leur famille ont profité d'un suivi et de conseils, et 311 personnes en situation de crise ont été soutenues. *Coûts du projet: CHF 113'536.–*

Prévention de la violence auprès des hommes:

En collaboration avec Vive Zene, le centre pour les hommes de Modrica s'est occupé d'un grand nombre de clients, avec toujours en arrière plan les situations traumatiques, et a effectué un travail de réflexion sur l'intégration de démarches prenant en compte les traumatismes au sein de son travail de conseil. 274 hommes ont bénéficié au centre d'une écoute à leurs problèmes. Ils ont pu parler de thèmes spécifiques à l'occasion de workshops, de films et des tables rondes. 143 hommes ont fait appel à une assistance professionnelle. 34 hommes ont participé au travail destiné aux auteurs de violences, principal objectif du centre. La coopération institutionnelle s'est poursuivie de manière informelle en 2016 également. Les directives légales n'ont en effet toujours pas été mises en œuvre, ce qui empêche encore toute assignation officielle d'auteurs de violence vers le centre.

Coûts du projet: CHF 120'021.–

Albanie

Travail auprès des auteurs de violences:

Il a été décidé de préparer un projet pilote destiné aux auteurs de violences, sous forme de programme volontaire mis en place dans de nouvelles communes, pour ne plus devoir attendre l'entrée en vigueur des directives légales sur l'assignation des auteurs de violences et leur suivi obligatoire. Les conseillers spécialistes de la violence déjà formés ont été intégrés dans ce travail. «ONU Femmes», l'entité de l'ONU pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, est entré comme nouvel acteur au sein de cette démarche en 2016. Des négociations importantes concernant une future collaboration ont été entreprises. La participation active à la conférence organisée par ONU Femmes/SIDA en automne à Sarajevo a offert une bonne visibilité au projet et permis un positionnement clair du travail destiné aux auteurs de violences, développé par IAMANEH.

Coûts du projet: CHF 39'131.–

Safe Net: L'organisation de lobbying Safe Net, réseau national de toutes les maisons d'accueil pour femmes, a travaillé de façon professionnelle sur le processus d'harmonisation des lois contre la violence domestique, sur le règlement du financement des maisons pour femmes et sur l'adaptation des normes dans le domaine. La concurrence toujours plus forte pour l'obtention de fonds entre les organisations non gouvernementales, qui gèrent les maisons pour femmes, a été à l'origine de quelques tensions au sein du réseau. Le développement d'une identité commune plus forte s'est fait dans le cadre d'un processus de planification stratégique, et la démarche commune stratégique et opérationnelle pour les années à venir a été définie.

Coûts du projet: CHF 23'146.–

Protection dans une maison d'accueil pour femmes:

67 femmes et 32 enfants ont bénéficié d'une protection dans la maison d'accueil pour femmes de Tirana. L'équipe pluridisciplinaire de la maison d'accueil a conduit 2'962 entretiens individuels. Les enfants ont été suivis et accompagnés dans le cadre d'un travail psychologique et pédagogique. 32 femmes ont engagé, en cours de séjour, des procédures judiciaires contre les auteurs de violences. Les démarches effectuées dans le domaine du renforcement économique des clientes ont débouché sur une collaboration officielle avec les écoles professionnelles d'état et le service de placement professionnel. Ce travail permet d'offrir aux femmes des perspectives importantes et une sécurité économique pour leur vie après leur séjour à la maison d'accueil.

Coûts du projet: CHF 100'160.–

Centre de consultation pour les femmes victimes de violences:

Le centre de consultation de notre partenaire «Counselling Line for abused Women and Girls» (CLWG) à Tirana a été appelé à assumer la responsabilité et le rôle de hotline nationale pour les cas de violences domestiques, sur mandat du ministère des Affaires sociales et de la Jeunesse. Comme le contrat de prestations ne couvre que partiellement les coûts pour le fonctionnement de la hotline, des négociations ont été entreprises avec le programme de développement des Nations Unies «PNUD» et avec «ONU Femmes» pour le financement. 1'832 appels d'aide formulés par des femmes victimes de violences ont été enregistrés en 2016. 673 femmes ont bénéficié de conseils et ont été orientées de façon adéquate, en accord avec chaque cas. En assumant sa nouvelle fonction en tant qu'organe de secours, CLWG a sensiblement renforcé sa position et élargi son réseau de contacts professionnels.

Coûts du projet: CHF 97'750.–



DONS

Conseils pour les hommes en matière de violence:

Le bureau pour les hommes «Counselling Line for Men and Boys» (CLMB) à Tirana a mené en 2016 des négociations intenses avec la direction des prisons et le service officiel d'exécution des peines, et a conclu des contrats de collaboration officiels. 48 hommes ont pris part à des entretiens-conseils sur la violence.

Coûts du projet: CHF 44'327.–

Lutte contre la violence dans les régions rurales:

Notre organisation partenaire «Woman to Woman» à Shkodra a porté en 2016 une attention particulière sur le thème de la santé et des droits sexuels. 475 femmes ont pu être sensibilisées lors de rencontres villageoises et environ 500 personnes ont été abordées à l'occasion de semaines de la santé. 318 victimes de violences ont bénéficié parallèlement de conseils, ce qui représente le double par rapport à l'année précédente. Le travail de prévention de la violence dans les écoles a permis de sensibiliser 997 élèves, 77 enseignants et 83 parents. Le centre d'accueil d'urgence pour les femmes victimes de violences est bien implanté et fonctionne. Les négociations pour une prise en charge des coûts par la commune sont encore en cours.

Coûts du projet: CHF 100'281.–

Centre de conseils pour les hommes en matière de violence:

Grâce à la collaboration avec les organes sociaux officiels et les services d'exécution des peines, une augmentation du nombre d'assignations vers le centre de conseil pour les hommes «ZDB» à Shkodra a été enregistrée. Le nombre de cas reste cependant encore faible, avec 23 hommes au total qui ont bénéficié de conseils sur la violence. ZDB a œuvré dans la promotion de son service auprès de la population et des représentants des autorités. Dans l'environnement universitaire en particulier, des étudiants et des professeurs ont été intégrés de manière plus approfondie dans le cadre de forums abordant le travail avec les auteurs de violences. ZDB a produit et propose dans son offre du matériel informatif et un spot TV marquant. Dans le cadre du travail avec les jeunes dans les écoles, un module a été développé et a déjà été mis en œuvre avec succès auprès de groupes de jeunes.

Coûts du projet: CHF 78'695.–

** co-financé par la Chaîne du Bonheur Genève*

«Nous observons dans l'approche transformative des genres une clé en direction de la justice entre les sexes.»

Un grand merci!

Nous tenons à remercier très chaleureusement tous nos membres, donatrices et donateurs pour leur fidélité. Nous manquons de place pour tous les citer – mais exprimons notre plus vive reconnaissance à chacun d'entre eux.

Nous remercions tout particulièrement nos donateurs institutionnels (à partir de 5'000 CHF):

artlink, coopération culturelle Berne

Association pour la protection des femmes maltraitées Lucerne

Canton d'Argovie

Canton de Bâle-Ville

Canton de Thurgovie

Canton de Zurich

Canton des Grisons

Canton du Schaffhouse

Chaîne du Bonheur Genève

Commune de Binningen

Commune de Küsnacht

Commune de Riehen

DDC Berne

Ethenea Independent Investors SA Munsbach

Fondation Alfred und Anneliese Sutter-Stöttner Münchwilen

Fondation Corymbo Zurich

Fondation Däster-Schild Berne

Fondation de bienfaisance contre l'excision Hittnau

Fondation Dorave Thalwil

Fondation Dutmala Sion

Fondation en faveur de la thérapie pour les traumatismes de guerre Zurich

Fondation Ferster Buchs

Fondation Gertrude Hirzel Genève

Fondation Leopold Bachmann Rüschiikon

Fondation Pro Victimis Genève

Fondation Rosyland Fully

Fondation Sanitas Davos Schwyz

Fondation Singenberg Bâle

Fondation Smartpeace Zurich

Fondation Stefanie et Wolfgang Baumann Bâle

Fondation Steinegg Herisau

Fondation Symphasis/Fonds Aurora Zurich

Fondation Temperatio Wettswil

Medicor Foundation Triesen
Paroisse réformée évangélique de Zuog
Reavita SA Zurich
Saly Frommer Foundation Bâle
Ville de Zurich

Un grand merci va également à:

Andrea Samborski Bâle
Annemarie Sancar Berne
Christina Kleiser Berne
Emma Lightowers Bâle
Kojo Koranteng Rheinfelden
Superspace, Urs Beyeler Münchenstein
Tanja Simeunovic kult.kino Bâle

Impressum

Édition IAMANEH Suisse, Bâle
Rédaction Manuela Di Marco
Collaboration Dagmar Domenig, Maya Natarajan, Maja Loncarevic, Alexandra Nicola, Maja Hürlimann, Lorin Moes, Anja Baier
Traduction Jacques Muheim
Réalisation KOKONEO GmbH, Bureau pour la communication visuelle, Sissach
Droits d'images IAMANEH Suisse
Impression Stuedler Press SA, Bâle
Tirage Allemand: 4'000 ex. / Français: 200 ex., imprimé sur papier Amber Graphic, Offset, FSC Mix

Bâle, en avril 2017



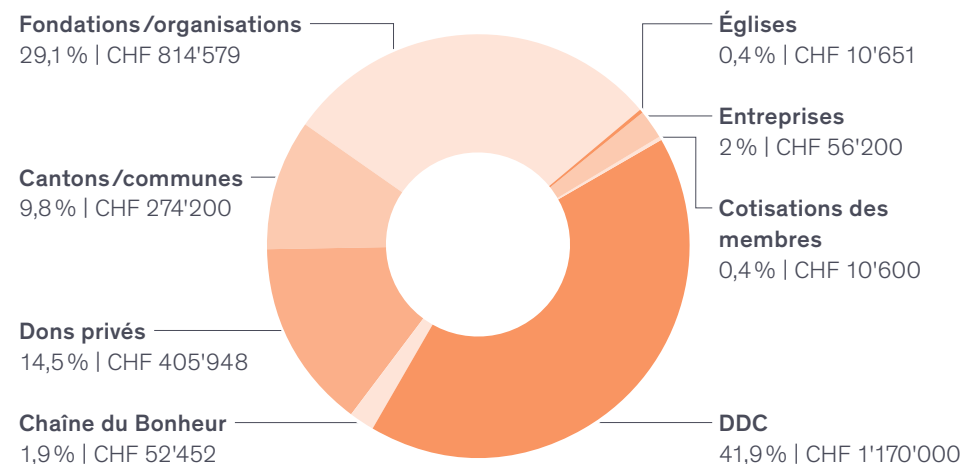
Bilan au 31 décembre

	2016	2015
	CHF	CHF
Actif		
Actif circulant		
<i>Liquidités</i>	1'420'131	1'103'598
<i>Créances</i>		
– vis-à-vis de la collectivité	124	223
– vis-à-vis de tiers	3'191	6'340
– vis-à-vis de prestataires	9'600	10'000
<i>Comptes de régularisation de l'actif</i>	223'302	353'379
Total actif circulant	1'656'348	1'473'540
Actif immobilisé		
Actifs financiers		
<i>Garantie de loyer</i>	4'635	4'633
Total actifs financiers	4'635	4'633
Immobilisations corporelles		
<i>Installations informatiques et mobiliers</i>	27'152	27'152
<i>Provisions pour dépréciation</i>	-22'960	-16'172
Total immobilisations corporelles	4'192	10'980
Total actif immobilisé	8'827	15'613
Total de l'actif	1'665'175	1'489'153
Passif		
Passifs courants		
<i>Dettes sur livraisons et prestations de service</i>	76'783	59'773
<i>Dettes sur paiements anticipés de projet</i>		
– vis-à-vis de la collectivité	38'000	53'000
– vis-à-vis de tiers	217'750	32'500
<i>Passifs de régularisation</i>	88'530	14'382
Total passifs courants	421'063	159'655
Capital des fonds affectés		
<i>Capital des fonds</i>	615'440	732'499
Total capital des fonds affectés	615'440	732'499
Capital de l'organisation		
<i>Capital libre généré</i>	628'672	596'999
Total capital de l'organisation	628'672	596'999
Total du passif	1'665'175	1'489'153

Compte d'exploitation 1.1. – 31.12.

	2016	2015
	CHF	CHF
Produit d'exploitation		
Contributions reçues		
Contributions affectées	2'266'797	2'552'103
<i>DDC</i>	1'053'000	1'035'000
<i>Chaîne du Bonheur</i>	52'452	204'880
<i>Cantons et communes</i>	273'700	364'200
<i>Fondations</i>	752'579	854'502
<i>Autres produits</i>	135'066	93'521
Contributions sans affectation	528'217	470'342
<i>Cotisations des membres</i>	10'600	10'850
<i>Contributions générales</i>	400'617	344'492
<i>Contributions administration – DDC</i>	117'000	115'000
Total contributions reçues	2'795'014	3'022'445
Produits de livraisons et prestations de service	1'984	550
Total produit d'exploitation	2'796'998	3'022'995

Provenance des dons *



*Total contributions affectées et sans affectation

FINANCES

À propos des comptes annuels

La reddition des comptes de IAMANEH Suisse se fait en accord avec les recommandations relatives à la présentation des comptes pour les organisations d'utilité publique SWISS GAAP RPC-21, selon la version révisée et en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016.

Les comptes annuels 2016 présentés ici sont un résumé des comptes annuels complets, qui peuvent être obtenus auprès du siège administratif ou être téléchargés à l'adresse www.iamaneh.ch. Ce résumé vous fournit des informations différenciées sur les différentes dépenses. Nous avons rattaché les frais de personnel aux prestations correspondantes, ce qui permet d'exposer les coûts réels inhérents à chaque prestation.

IAMANEH peut s'appuyer sur un bilan solide. Le capital de l'organisation couvre pratiquement 50% des liquidités. Les actifs circulants ont augmenté d'environ 180'000 CHF par rapport à l'exercice précédent. Les comptes annuels sont équilibrés après modification du capital de fonds, et leur clôture enregistre un excédent positif de 31'673 CHF, montant attribué au capital de l'organisation. Tant les charges d'exploitation que le produit d'exploitation ont légèrement reculé en 2016. Les produits en provenance des fondations et des cantons ont diminué, tandis que les contributions des membres sont restées stables par rapport à 2015. Les contributions en général ont cependant augmenté en raison du travail de fundraising plus important effectué auprès de particuliers. En comparaison au début de l'exercice, on constate à la fin de l'année une réduction de 117'059 CHF au capital de fonds. La plus grande partie de ce recul

est à mettre sur le compte d'un projet spécifique conduit au Mali (-76'917 CHF).

D'un point de vue financier, l'année 2016 a donc constitué un défi important. Nous ne sommes pas encore parvenus à générer suffisamment de moyens de forme anticipée, ce qui serait souhaitable pour la sécurité de la planification. Un travail de contrôle important et minutieux des dépenses a été réalisé et celles-ci ont pu être effectuées avec l'attention voulue. Cela nous a permis de mettre en œuvre tous les projets et activités prévus en collaboration avec nos organisations partenaires.

Nous remercions chaleureusement tous nos partenaires, bienfaiteurs et donateurs pour leur confiance et pour la bonne collaboration.

Maya Natarajan, directrice

L'organe de révision Copartner Revision AG a vérifié les comptes annuels 2016. En accord avec le rapport de révision du 16 mars 2017, le comité directeur recommande à l'assemblée générale d'approuver ces comptes annuels.

	2016 CHF	2015 CHF
Charges d'exploitation		
Charges de projets et de prestations de service	2'352'008	2'440'192
<i>Virements projets et charges des biens et services</i>	2'037'185	2'171'783
<i>Charges de personnel</i>	299'863	256'833
<i>Autres charges et activités</i>	14'960	11'576
Charges des relations publiques et de recherche de fonds	362'108	316'357
<i>Charges de personnel</i>	114'670	121'221
<i>Charges de biens et services</i>	240'625	186'869
<i>Autres charges et activités</i>	6'813	8'267
Charges administratives	167'112	154'748
<i>Charges de personnel</i>	106'084	93'629
<i>Honoraires, taxes et impôts</i>	5'588	5'714
<i>Autres charges et activités</i>	55'440	55'405
Total charges d'exploitation	2'881'228	2'911'297
Produit d'exploitation	-84'230	111'698
Résultat financier		
<i>Produit financier</i>	652	1'130
<i>Charge financière</i>	-1'808	-10'809
Total résultat financier	-1'156	-9'679
Résultat avant prélèvement du capital des fonds	-85'386	102'019
Changement du capital des fonds		
Affectations (+) / Applications (-)	-117'059	32'313
Résultat annuel avant prélèvement capital de l'organisation	31'673	69'706
Changement du capital de l'organisation		
Affectations (-) / Applications (+)	-31'673	-69'706
Résultat après mouvements des fonds et de capital	0	0



IAMANEH Schweiz | Suisse

Gesundheit für Frauen und Kinder
Santé pour femmes et enfants

Aeschengraben 16
CH-4051 Bâle
T +41 61 205 60 80
F +41 61 271 79 00
info@iamaneh.ch
www.iamaneh.ch

IBAN CH95 0900 0000 4063 7178 8

